

CESER DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
SÉANCE PLÉNIÈRE du 11 OCTOBRE 2016

Intervention FORCE-OUVRIÈRE

Force Ouvrière attache la plus grande importance aux questions de démocratie et aux valeurs de la République, dont l'un des principes majeurs est l'égalité des citoyens, et ceci au plus profond des territoires. Lorsque M^{me} la Présidente de Région nous interroge, nous CESER sur les conditions qui pourraient permettre de restaurer la confiance des citoyens envers le politique, en l'occurrence ceux de la Région, nous sommes, nous syndicats de salariés quelque peu perplexes.

On peut légitimement s'interroger sur la cohérence des politiques telles qu'on nous les propose.

D'un côté, il y a une ouverture au dialogue, de l'autre nous venons de vivre un exemple au plus haut niveau de mépris, d'autoritarisme, d'entêtement avec le recours au 49-3 pour faire passer la Loi travail.

Cette Loi véhicule le reniement d'un gouvernement de gauche en touchant notamment à la hiérarchie des normes qui va affecter la vie de tous les salariés.

Alors, quand on parle de dialogue social territorial nous pouvons nous interroger. Y aurait-il un étage territorial, le plus bas où le dialogue territorial serait possible tandis que tout en haut on appliquerait « l'arme lourde des exécutifs faibles le 49-3 (François Hollande en 2006), niant la concertation avec les interlocuteurs sociaux et le débat parlementaire ?

Désolé de le dire, mais le mal est fait.

Il est fait sur beaucoup d'autres points essentiels dans la vie de nos concitoyens : le chômage, le pouvoir d'achat, les retraites...

Pour rétablir la confiance, il faut une autre politique, nous le répétons, ici, au niveau national, au niveau européen les politiques d'austérité sont suicidaires, y compris démocratiquement. Les réformes structurelles ne font qu'exacerber les mécontentements.

Le cœur des préoccupations des salariés, c'est la montée de la précarité et de la pauvreté, de l'explosion du chômage, la fermeture des entreprises, l'accroissement des inégalités, l'éloignement des services publics, l'éloignement de la représentation politique avec la Loi NOTRe.

C'est ça qui éloigne le citoyen du politique.

Alors, bien évidemment, nous ne jetons pas aux orties les recommandations du groupe de travail, qui au moins ont le mérite d'essayer d'écooper au plus près afin d'éviter que le bateau ne sombre.

Mais franchement que pèsent ces outils techniques, en particulier un travail sur différents modes de communication ? Que pèsent-ils quand arrive la déflagration Alstom, avec la menace de la fermeture du site ?

Avec l'extraordinaire réaction des politiques au plus haut niveau qui déclarent ne pas être au courant, alors que l'État est actionnaire à 20% ? C'est absolument catastrophique. Sans parler de la façon dont le sauvetage est organisé.

Mais des fermetures d'usines, les citoyens en vivent chaque jour.

La politique d'austérité frappe à tous niveaux. La baisse des dotations aux collectivités locales touche durement l'artisanat. On voit bien que le plan de soutien au bâtiment qui est à l'ordre du jour est une réponse qui vaut ce qu'elle vaut pour tenter de relancer un secteur particulièrement affecté, par ricochet par la politique d'austérité. Et l'an prochain, il faudra trouver 10 milliards d'économie supplémentaires.

Nous nous interrogeons sur l'efficacité de débats citoyens quand ce dernier a comme préoccupation la disparition de telle ou telle entreprise, la fermeture de l'école de ses enfants, la fermeture des services d'urgence de l'hôpital près de chez lui, l'éloignement de la puissance publique à travers les conséquences des lois MAPTAM et NOTRe.

Il ne faudrait pas que ceux-ci se transforment en simple accompagnement des politiques menées, à l'instar de ce que disait avec humour Coluche : « *Dites moi ce dont vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer* ».

Voici quelles sont les interrogations et les craintes de Force ouvrière.

Nous le disons, il faut changer de politique, chacun doit se positionner clairement ici et maintenant face aux menaces qui se rapprochent de plus en plus pour notre démocratie. Pour nous c'est la condition sine qua none pour rendre la confiance aux citoyens.

FORCE-OUVRIÈRE s'abstiendra sur l'avis proposé.